

AVENANT N° 13

PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NATIONALE DE L'ASSAINISSEMENT ET LA MAINTENANCE

INDUSTRIELLE

PREAMBULE

Les parties signataires sont convenues d'apporter les modifications ci-après à l'Annexe IV de la Convention Collective Nationale de l'Assainissement et de la Maintenance Industrielle (Article 7).

Article 1. MODIFICATION

Il est inséré dans l'annexe IV – Dispositions particulières aux cadres, un article 7 intitulé « préavis en cas de rupture du contrat de travail » et rédigé comme suit :

« Par exception à l'article 4.7.1 des clauses générales, les durées de préavis applicables aux cadres après la période d'essai en cas de licenciement ou de démission, sont les suivantes :

- *Pour une ancienneté inférieure à deux ans, la durée du préavis réciproque est de UN mois,*
- *Après deux ans d'ancienneté, la durée du préavis est de DEUX mois.*

Le préavis est supprimé en cas de faute grave ou lourde ».

Article 2 – APPLICATION DE L'AVENANT

Article 2-1 – Portée – champ d'application

Le présent avenant s'applique sans réserve à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application défini par les articles 1-1 et 1-2 de la Convention Collective Nationale de l'Assainissement et de la Maintenance Industrielle.

Article 2-2 – Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 3-3 – Dénonciation – Révision

Le présent avenant pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties signataires avec un préavis de trois mois. Les effets de la dénonciation sont ceux prévus par l'article L 132-8 du Code du travail.

Toute demande de révision doit être portée à la connaissance des autres signataires par lettre recommandée avec accusé de réception et accompagnée d'un avis motivé et d'un projet relatif aux points de la convention qu'elle propose de réviser.

Les négociations débiteront le plus rapidement possible et, au plus tard, dans un délai maximum de deux mois après la date de réception de la demande de révision.

Article 2-4 – Notification - Dépôt

Le présent avenant sera, conformément aux dispositions de l'article L.132-2-2 du Code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Au terme d'un délai de 15 jours à compter de cette notification et à défaut d'opposition, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et auprès du Secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris dans les conditions définies par l'article L 132-10 du Code du Travail.

Article 2-5 – Entrée en vigueur - Extension

Le présent avenant fera l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L 133-8 et suivants du Code du Travail.

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le jour suivant celui où les formalités de dépôts définies à l'alinéa 2 de l'article 2-4 auront été accomplies.

Fait à Paris, le 26 février 2008

La Fédération Nationale des Syndicats de l'Assainissement et de la Maintenance Industrielle (FNSA) pour le SNC DL – Syndicat National des Collecteurs de Déchets Liquides – et le SNEA – Syndicat National des Entreprises de services d'hygiène et d'Assainissement.

La Fédération Générale des Transports et de l'Équipement (FGTE-CFDT)

La Confédération Générale CFTC des Transports (CFTC)

La Fédération de l'encadrement de la distribution de l'eau et de l'assainissement CGC (FDEA – CFE – CGC)

La Fédération Nationale des Syndicats de Transports CGT

La Fédération Force Ouvrière du Transport (CGT-FO)